

Présidentielle: au cœur de la **crise politique**

L'élection présidentielle qui s'est déroulée en avril dernier a été à la fois convenue et surprenante. Si elle a pu confirmer une certaine répartition géographique et sociologique du vote, la surprise est plutôt venue de la gauche, revigorée, dans un cadre où trois familles politiques se partagent désormais le spectre des votants.

Roger MARTELLI, historien

En 2017, le premier tour de la présidentielle avait placé en tête quatre candidats de force voisine (Emmanuel Macron, Marine Le Pen, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon) qui regroupaient 85 % des suffrages exprimés. Chacun d'entre eux représentait un courant politique : trois incarnaient des familles bien identifiées (extrême droite, droite traditionnelle et gauche) et le troisième (Macron) se voulait dans un ailleurs (« et de droite et de gauche »).

Le jeu des non plus quatre mais trois familles

Au premier tour de 2022, les quatre familles se sont réduites à trois, toutes se situant autour du tiers des suffrages exprimés. Emmanuel Macron a confirmé qu'il était devenu le chef de file d'une droite conjuguant le libéralisme économique, l'autorité et la « globalisation » ; mais sa victoire est acquise au prix d'une désorganisation politique que La République en marche a été bien incapable d'exploiter. Du coup, le Président sortant a progressé au premier tour, a phagocyté la droite classique... et a globalement affaibli l'ensemble de la droite.

Marine Le Pen, de son côté, a gagné la bataille de l'extrême droite, en montrant que la prégnance idéologique de cette famille – l'inquiétude, la protection nationale et la fermeture – pouvait se transformer en capital politique et électoral. La figure de proue du Rassemblement national a d'ailleurs confirmé son avancée au second tour, dépassant les 40 % des suffrages et portant ainsi l'extrême droite à un niveau historique jamais atteint en France. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il a redynamisé la gauche (un peu

plus de 4 % gagnés entre 2017 et 2022) et surclassé ses concurrents à gauche. A lui seul, il obtient près des deux tiers du total des voix de gauche. Plus de 17 points séparent le premier (21,9 %) du second (Yannick Jadot, 4,6 %). On notera en outre que les deux premiers du classement incarnent des forces nouvelles : les écologistes se sont installés dans l'espace électoral dans les années 1990, les Insoumis se sont structurés dans la campagne présidentielle de 2017. Les « historiques » de la gauche d'hier, Parti communiste (PC) et Parti socialiste (PS), sont relégués dans le bas du tableau (3,7 % au total pour Fabien Roussel et Anne Hidalgo). La gauche que redessine le scrutin présidentiel offre un visage nouveau : elle est relancée, mais plus déséquilibrée que jamais. De façon plus générale, le premier tour de la présidentielle laisse les ruines du dispositif politique qui a organisé l'histoire politique de la V^e République. Le PCF a confirmé la profondeur de son déclin national, sans que le temps paraisse venu d'un nouvel ancrage territorial. Le PS et Les Républicains, ces pivots de l'affrontement droite-gauche depuis le début des années 1980, sont quant à eux au bord de l'effacement (voir tableau 1, p. 42).

Une France éclatée au vu de la répartition des votes

La répartition des votes en faveur des trois familles confirme le visage d'une France et d'un peuple éclatés. Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron se disputent la prééminence dans les villes les plus peuplées de la France métropolitaine, avec un léger avantage à Mélenchon (autour de 30 % dans les villes de plus de 30 000 habitants). Quant à Marine Le Pen, elle se dispute avec Emmanuel Macron les communes de moins de 3 500 habitants, avec un léger avantage à Le Pen (29 %). Aux deux extrémités de la hiérarchie urbaine se trouvent Jean-Luc Mélenchon (29,7 % dans les plus de 30 000, 16,3 % dans les moins de 3 500) et Marine Le Pen (29 % dans les moins de 3 500, 15,5 % dans les plus de 30 000) ; entre les deux, Emmanuel Macron se situe dans une fourchette équilibrée (28,4 % dans le groupe des plus de 30 000, 26,3 % dans les moins de 3 500) (voir tableau 2, p. 43).

Marine Le Pen s'impose dans les communes (près de 12 millions au total) où les ouvriers et les employés dépassent les 60 %

« Les catégories populaires continuent soit de s'abstenir, soit de se tourner vers l'extrême droite quand elles votent. Cette propension est d'autant plus forte que la part des catégories populaires est plus grande, tout particulièrement dans les petites communes. »

DOSSIER

Désenchantement démocratique ?

Tableau 1: l'élection présidentielle depuis 1965 (% exprimés)

	Gauche	Droite hors EXD	Extrême droite	Droite
1965	31,7	61,9	5,2	67,1
1969	31,0	67,8		69,1
1974	46,0	50,9	0,9	52,7
1981	46,8	49,3		49,3
1988	45,3	36,5	14,4	50,9
1995	40,6	44,2	15,3	59,4
2002	42,9	33,7	19,2	57,1
2007	36,4	52,0	10,4	63,6
2012	43,8	38,1	18,2	56,3
2017	27,7	45,2	27,1	72,3
2022	31,9	35,6	32,3	67,9
Écart 2022-2017	4,2	-9,6	5,2	-4,4

Source: R. Martelli

des actifs, sans qu'Emmanuel Macron y soit surclassé. Jean-Luc Mélenchon, lui, est distancé dans ces espaces, notamment dans les communes les plus ouvrières : son résultat augmente au fur et à mesure que le pourcentage des ouvriers diminue ; il réussit un peu mieux chez les employés, où son score atteint 22,6 % dans la tranche des 30 à 40 %. Les sondages publiés dès le soir et au lendemain du premier tour donnaient d'ailleurs de premières indications sur le profil sociologique des votes de premier tour. Dans l'ensemble, les estimations suggèrent une gauche plutôt homogène (léger avantage du côté des cadres et des couches moyennes), une droite plus centrée sur les cadres supérieurs et une extrême droite solidement enracinée dans les catégories populaires, frôlant souvent la majorité chez les employés et surtout chez les ouvriers (voir tableau 3).

La persistance de certaines caractéristiques

Les sondages et la ventilation communale des groupes sociaux nous disent donc que la progression sensible du vote Mélenchon n'a pas bouleversé le rapport des forces sociologiques qui

« Les grandes tendances réelles ne sauraient dissimuler un paysage social et territorial politiquement éparpillé, où les dominantes n'impliquent pas l'hégémonie de telle ou telle force. Sans doute en partie parce que le clivage simple de la gauche et de la droite se trouve perturbé par une tripartition entre trois forces se partageant de façon inégale l'espace électoral. »

pénalise la gauche depuis les années 1980. Le vote Mélenchon a certes été porté fortement par les quartiers populaires des périphéries métropolitaines (notamment en Ile-de-France), où il touche une population racisée et discriminée, un électorat jeune et des catégories à la fois éduquées et de faible revenu. Mais, au total, les catégories populaires continuent soit de s'absentir (les sondages continuent d'enregistrer un écart de près de 10 points entre les ouvriers et les cadres), soit de se tourner vers l'extrême droite, quand elles votent. Cette propension est d'autant plus forte que la part des catégories populaires est plus grande, et tout particulièrement dans les petites communes (près d'un tiers de la population métropolitaine), où l'éloignement des centres métropolitains est souvent vécu comme un déclassement.

Les écarts entre une France métropolisée et une France des petites villes et villages ne sont pas négligeables et l'écart de comportement électoral entre les catégories les mieux dotées et les plus défavorisées n'est pas un pur mythe. De là à en déduire que la France est désormais coupée en deux, France du haut et France du bas, ou France du centre et France de la périphérie, il y a un pas qu'il vaut mieux ne pas franchir. Les grandes tendances réelles ne sauraient en effet dissimuler un paysage social et territorial politiquement éparpillé, où les dominantes n'impliquent pas l'hégémonie de telle ou telle force. Sans doute cela s'explique-t-il en partie par le fait que le clivage simple de la gauche et de la droite se trouve perturbé par une tripartition entre trois forces se partageant de façon inégale l'espace électoral (l'abstention en hausse constituant à sa manière un quatrième pôle).

Peut-on dire que c'est reparti pour la gauche ?

La France est un pays politiquement surprenant. En 1981, alors que l'Europe et le monde basculaient dans l'ultralibéralisme, elle a eu l'impertinence d'élire un Président alors très à gauche. En 1997, alors qu'elle était présumée subclaquante depuis quelques années, la gauche l'a emporté aux élections législatives anticipées et a imposé une troisième cohabitation.

Quelques semaines avant l'élection présidentielle, l'affaire semblait « pliée » : le Président sortant devait triompher sans coup férir, l'extrême droite était divisée et la gauche éparpillée restait bloquée irrémédiablement sur son résultat médiocre de 2017 (autour de 27 %). A l'arrivée, le sortant est réélu, mais avec 38,5 % des inscrits ; au second tour, il ne dépasse donc que d'un peu moins de quatre points le total des abstentions et des votes blancs ou nuls (34,2 % des inscrits). La gauche, elle, a réduit l'écart avec les familles concurrentes de la droite et de l'extrême droite.

Il faudra désormais compter avec un paysage où le total de la droite reste à plus des deux tiers des suffrages exprimés, mais où trois familles se partagent le spectre des votants. Ce rapport des forces impromptu modifie sensiblement le jeu des majorités législatives. Jusqu'à ce jour, les élections suivant immédiatement le scrutin présidentiel (1981, 1988, 2002, 2007, 2012, 2017) ont chaque fois confirmé, plus ou moins nettement, le rapport des forces enregistré au tour décisif de la présidentielle. Au moment où ces lignes sont écrites⁽¹⁾, rien ne dit qu'il en sera de même aux législatives de 2022. A la fin avril, une majorité des personnes interrogées (67 % selon l'Ifop) affirmaient leur préférence pour une majorité parlementaire opposée à l'hôte de l'Élysée, et plus d'un tiers d'entre elles souhaitaient voir en tête

Tableau 2 : ventilation des votes selon la taille des communes			
Tranche de communes selon la taille	MACRON	LE PEN	MÉLENCHON
Ensemble			
Plus de 100 000	29,7	12,1	31,1
De 50 000 à 100 000	28,0	16,0	30,2
De 30 000 à 50 000	27,6	18,5	27,8
De 20 000 à 30 000	28,6	19,6	25,5
De 10 000 à 20 000	28,5	23,0	21,8
De 5 000 à 10 000	28,3	25,5	19,2
De 3 500 à 5 000	28,5	26,7	17,6
De 1 000 à 3 500	27,6	28,1	16,7
Moins de 1 000	25,0	30,0	16,0
Plus de 50 000	28,8	14,1	30,6
Plus de 30 000	28,4	15,5	29,7
Moins de 3 500	26,3	29,0	16,3
Source: R. Martelli			

« la gauche unie ». Dès l'instant où elle a conjugué ses forces, la gauche devrait avoir plus d'atouts que l'extrême droite pour être, a minima, l'axe parlementaire d'une opposition conséquente au Président réélu.

Il n'en reste pas moins que, même « requinquée » et parlementairement renforcée, la gauche reste loin des niveaux de premier tour qu'elle avait atteints au milieu des années 1970 (de 36,4 % en 2007 à 46,8 % en 1981). Si elle veut pousser son avantage, retrouver les niveaux qui furent les siens autrefois, regagner les couches populaires qui persistent à la boudier, la gauche sera confrontée à un problème de reconstruction, de reconfiguration et, plus encore, elle sera placée devant un devoir de refondation intellectuelle, morale et organisationnelle.

La nécessaire reconstruction de demain

Il ne suffira pas, en effet, de tourner le dos aux seules années désastreuses du septennat Hollande, mais à la totalité du processus qui, à partir de 1982-1983, a éloigné peu à peu la gauche de ses valeurs et attisé la désespérance populaire. Le « devoir d'inventaire », évoqué au PS en 1995, et jamais accompli depuis lors, est toujours d'actualité... Au fond, les expériences à gauche

du passé poussent à penser qu'il ne suffit ni de promesses fermes ni même d'un bon programme pour réussir durablement. Au sein d'une société éclatée et d'un monde incertain, le changement réussi suppose de construire patiemment, dans un temps long, les expérimentations qui permettraient de passer de la colère à la confiance et à l'espoir. Le volontarisme et la précipitation n'ont jamais été de bons antidotes aux attermoissements.

Il ne suffira pas de redistribuer massivement les richesses disponibles et de réorienter l'activité de l'Etat, même si cette redistribution et cette réorientation sont nécessaires. Les manières de produire, d'affecter les ressources, de consommer, de délibérer, de décider et d'évaluer devront être changées et, à cet effet, chaque fois, devront se trouver dans le pays les majorités pour le faire. Ce sera un bouleversement des rapports entre le « haut » et le « bas », la société et l'Etat, les individus citoyens et le pouvoir. Il n'advient que si l'ensemble de la gauche trouve les solutions, partageables par le plus grand nombre, pour remédier à ce qui la paralyse depuis trop longtemps : la défiance populaire, le recul en politique – je dis bien « en politique », pas « dans la société »... des valeurs d'égalité, l'accoutumance aux discriminations, le sentiment de l'impuissance du politique.

En définitive, il ne s'agit pas seulement pour la gauche d'accumuler les mesures vertueuses, mais de construire patiemment et démocratiquement d'autres modèles que ceux de l'accumulation infinie et prédatrice des biens, du pouvoir des experts (la « gouvernance ») et de la démocratie rabougrie. La crise politique est toujours là, mais la gauche va mieux. C'est une chance. Il lui faudra toutefois consolider ce « mieux », sans précipitation mais sans retard dans la mise en œuvre. En bref, la gauche tout entière n'a pas d'autre choix, cette fois-ci, que de ne pas rater les prochaines marches. ●

(1) Le présent article a été écrit en mai 2022.

« Il ne suffira pas pour la gauche de tourner le dos aux seules années désastreuses du septennat Hollande, mais à la totalité du processus qui, à partir de 1982-1983, l'a éloignée peu à peu de ses valeurs et attisé la désespérance populaire. Le "devoir d'inventaire", évoqué au PS en 1995, et jamais accompli depuis lors, est toujours d'actualité... »

Tableau 3 : sociologie du vote le 10 avril 2022							
		Gauche	dont : Mélenchon	droite	dont : Macron	Ext. droite	dont : Le Pen
Moyenne de quatre sondages ⁽¹⁾	Cadres	35	23	41	32	24	15
	Professions inter.	36	23	35	26	29	23
	Employés	34	24	24	19	42	34
	Ouvriers	29	22	30	22	41	32
(1) Ifop, Ipsos, OpinonWay, Elabe							